



Objection de conscience : les « démocraties » bafouent les droits humains (15 mai – Journée internationale de l'objection de conscience)



15 mai : La journée de l'objection de conscience. L'objection de conscience serait un élément déterminant pour surmonter la guerre et donc la mort et la destruction. Mais les démocraties apparentes se transforment plutôt en dictatures en cas de guerre. Elles contournent sans hésiter le droit à l'objection de conscience et bafouent ainsi un droit humain fondamental. Nous exigeons le respect absolu de ce droit important - en particulier en cas de guerre !

Depuis 1982, la Journée internationale de l'objection de conscience est célébrée le 15 mai. L'objection de conscience est un droit humain ! En 1987, le droit à l'objection de conscience a été reconnu par l'Assemblée générale des Nations unies comme un droit humain international. En 2004, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a demandé aux États membres de l'ONU de réglementer et de respecter le droit à l'objection de conscience dans leur législation nationale. Ainsi, dans les États de droit démocratiques - selon Wikipedia - l'objection de conscience est un droit civil protégé par la loi. Toutefois, celui-ci est généralement lié à certaines procédures et conditions, dont le non-respect entraîne des conséquences pénales. Dans les dictatures et en cas d'état d'urgence imposé par l'État (comme la loi martiale), l'objection de conscience est souvent illégale et traitée comme un délit.

Mais comment ce droit humain qu'est l'objection de conscience est-il appliqué par les pays les plus divers ? Quel État s'avère être un « État de droit démocratique » et lequel une « dictature » ? Ci-dessous, quelques pays sont passés sous la loupe :

Dans les anciennes républiques soviétiques d'Azerbaïdjan et du Turkménistan, les objecteurs de conscience risquent des peines de prison de plusieurs années.

Plusieurs objecteurs de conscience ont déjà été jugés en Chypre du nord. En Turquie aussi, les objecteurs de conscience sont persécutés.

Il n'est pas surprenant que dans la Corée du Nord dictatoriale, l'objection de conscience soit punie par des peines pouvant aller jusqu'à l'internement dans un camp. Mais même en Corée du Sud, pays prétendument démocratique, les objecteurs de conscience ont été persécutés pendant des décennies. En 68 ans, près de 20 000 objecteurs de conscience ont purgé un total de près de 37 000 années de prison. Ce n'est que fin 2019 qu'une loi sur l'objection de conscience a été promulguée, mais le "service de remplacement", d'une durée de 36 mois, doit être effectué dans des prisons. Cela correspond à peu près au double de la durée du service militaire normal. Les tâches quotidiennes des objecteurs de conscience dans les prisons comprennent "l'entretien et l'hygiène".

Les États d'Asie du Sud-Est, Singapour et la Thaïlande, ne reconnaissent pas non plus le

droit à l'objection de conscience.

En Érythrée, pays situé au nord-est de l'Afrique, des femmes et des hommes sont enrôlés de manière arbitraire, parfois jusqu'à 20 ans de service ; beaucoup ont donc quitté le pays.

Israël ne connaît qu'un droit limité à l'objection de conscience pour les femmes astreintes au service militaire. L'objection de conscience des hommes est traitée comme un refus d'obéissance ou une désertion. "Tagesschau.de" a rapporté le 16 avril 2025 que les objecteurs de conscience deviennent un problème pour Israël. L'armée israélienne dépend de ce qu'on appelle les réservistes, qui peuvent être appelés après leur service militaire jusqu'à l'âge de 40 ans. Depuis l'incursion du Hamas, le 7 octobre 2023, plus de 100 000 réservistes auraient refusé de servir dans l'armée israélienne.

Passons maintenant à guerre en Ukraine, depuis le 24 février 2022 :

L'association allemande "Connection e.V.", proche du mouvement pacifiste, estimait alors que plus de 22 000 hommes astreints au service militaire auraient quitté la Biélorussie depuis septembre 2022. En Biélorussie, le service militaire est obligatoire pour tous les hommes âgés de 18 à 27 ans. Selon le code pénal, les objecteurs de conscience risquent des amendes et des peines de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans.

"Connection e.V." concluait, sur la base d'une étude d'un réseau russe indépendant, qu'entre le 24 février 2022 et juillet 2023, au moins 250 000 appelés du service militaire russe avaient quitté le pays pour chercher protection dans d'autres pays. En Russie, c'est un service militaire obligatoire auquel sont soumis tous les hommes âgés de 18 à 30 ans. Une demande d'objection de conscience n'est possible que jusqu'à l'incorporation. Pour les réservistes - qui peuvent être appelés jusqu'à l'âge de 65 ans - et les soldats, il n'existe aucun droit de faire une demande de refus.

En outre, suite à une modification de la loi en novembre 2022, les objecteurs de conscience en service dit alternatif pourront également être appelés à l'armée pour y effectuer un service non armé.

Alors qu'en Russie - dénigrée comme une dictature - la possibilité d'une demande d'objection de conscience est partiellement garantie, le gouvernement ukrainien a totalement suspendu le droit à l'objection de conscience dès le début de la guerre. Les objecteurs de conscience ukrainiens font l'objet de poursuites pénales et sont parfois condamnés à plusieurs années de prison. Entre janvier et septembre 2023, près de 19 000 procédures pénales ont été menées pour objection de conscience. Et il y a encore beaucoup plus de procédures contre les déserteurs. Ils risquent des années de prison ou d'être envoyés à nouveau au front. Tous les hommes ukrainiens âgés de 18 à 60 ans - y compris ceux vivant à l'étranger - doivent s'inscrire pour le service militaire et mettre à jour leur statut de résident. "Connection e.V." estime à plus de 325 000 le nombre d'hommes en Ukraine qui se sont soustraits au service militaire et ont fui vers l'UE avant début 2024.

D'autres États, qui ont certes un droit à l'objection de conscience en temps de paix, le limitent ou le suppriment complètement en situation de guerre. Leur "masque démocratique" tombe et leur vrai visage inhumain apparaît. En effet, le droit à l'objection de conscience s'applique même en cas d'urgence nationale menaçant la vie de la nation, comme l'a écrit dans une publication le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Il est significatif que les politiciens et les médias occidentaux justifient leur soutien à l'Ukraine en prétendant que l'Ukraine est "sur une base démocratique". C'est ce qu'a fait par exemple SRF dans son entretien quotidien du 22 août 2023 avec Christian Hardinhaus, chercheur spécialisé en propagande et historien allemand.

Il n'est donc pas étonnant que SRF pointe uniquement du doigt la Russie lorsqu'il s'agit d'objection de conscience et ne dise pas un mot sur la situation en Ukraine. SRF se révèle ainsi être le porte-parole de la propagande du gouvernement ukrainien et donc un parti de

guerre.

Cependant, comme le montre son traitement inhumain des objecteurs de conscience, le gouvernement ukrainien n'est absolument pas sur une "base démocratique". C'est également ce dont témoigne auprès de "swissinfo.ch" un Ukrainien de 36 ans vivant en Suisse : "Tout le système est corrompu du haut en bas, je pense. C'est pourquoi les gens désertent et perdent leur motivation pour aller au front. Mon ami qui est là-bas me dit toujours : 'Ne pense même pas à venir ici !'"

Pour finir, il convient de jeter un coup d'œil sur la manière dont le droit de l'homme à l'objection de conscience est traité dans l'UE et en particulier en Allemagne.

Selon Rudi Friedrich de l'association "Connection e.V.", environ 3 500 Russes ont demandé l'asile en Allemagne pour objection de conscience, d'après les données de l'Office fédéral des migrations. Dans l'ensemble de l'UE, ils sont environ 10 000, mais dans toute l'UE, la grande majorité de leurs demandes d'asile sont rejetées. L'ancien gouvernement fédéral a déclaré que les déserteurs de Russie devaient bénéficier d'une protection en tant que réfugiés. Mais ils sont peu nombreux. La plupart des Russes qui ont fui vers l'Ouest sont des appelés du service militaire qui ne souhaitent pas du tout être enrôlés. Leurs demandes d'asile sont généralement rejetées au motif qu'il n'y a pas de probabilité "notable" qu'ils soient recrutés pour la guerre. Les différents jugements rendus par les tribunaux allemands montrent que l'évaluation de la situation de danger pour les militaires russes effectuant leur service n'est pas du tout réglée de manière uniforme.

Les objecteurs de conscience ukrainiens sont jusqu'à présent en sécurité sur le plan juridique en Allemagne : Comme tous les citoyens ukrainiens, ils bénéficient actuellement d'un séjour humanitaire limité dans le temps, qui reste valable jusqu'en mars 2026.

Cependant, le gouvernement ukrainien fait de plus en plus pression sur le gouvernement allemand pour qu'il lui livre des hommes aptes au service militaire. S'il s'agit d'une "résistance à l'autorité de l'Etat", l'extradition est tout à fait autorisée. - Ainsi, une décision de la Cour fédérale de justice du 16 janvier 2025 concernant le renvoi d'objecteurs de conscience ukrainiens a fait grand bruit. Celui-ci ne pourrait pas avoir une plus grande portée :

Selon le juriste René Boyke, qui a travaillé sept ans pour l'Office fédéral des migrations et des réfugiés, la Cour fédérale de justice a violé la dignité humaine et commis plusieurs erreurs.

La Cour fédérale de justice est de l'avis suivant : "Si une 'personne poursuivie dans le cadre d'une procédure d'extradition' refuse le service militaire pour des raisons de conscience, elle doit néanmoins être extradée si son pays d'origine demandant l'extradition est attaqué par la force des armes en violation du droit international."

Sachant que l'espérance de vie moyenne d'un soldat de première ligne dans l'est de l'Ukraine n'est que de quatre heures - comme l'a déclaré un ancien marin américain à "ABC News" en février 2023 - les droits de l'homme sont bafoués. Le marin américain a combattu aux côtés des forces ukrainiennes à Bakhmout.

Selon Boyke, cette décision de la Cour fédérale de justice est lourde de conséquences - notamment pour les Allemands. Citation :

"Certes, la décision porte en fait sur l'extradition d'un Ukrainien, mais en lisant la décision, on comprend qu'il s'agit en fait de savoir si les Allemands en guerre ont le droit de se soustraire au service militaire. Et la Cour fédérale de justice répond par la négative à cette question, en l'exprimant de manière quelque peu confuse, lorsqu'elle affirme que 'la suspension du droit à l'objection de conscience n'est pas impensable'. Quel signal la Cour fédérale de justice envoie ainsi ! (...) Cela prépare naturellement le terrain pour des développements futurs."

Boyke conclut :

"Soyons réalistes : en cas de guerre, il n'y aura pas de droit à l'objection de conscience en Allemagne. (...) La Cour fédérale de justice ne s'exprime sur cette question qu'au conditionnel, mais elle est néanmoins inhabituellement claire. (...) Tous ceux qui veulent voir voient que l'Europe se prépare à la grande guerre".

Il faut donc partir du principe que des États de droit apparemment démocratiques comme l'Allemagne et les pays de l'UE se révèlent être des dictatures gouvernant d'une main de fer en temps de guerre. Le droit à l'objection de conscience est massivement torpillé. - A dessein, car l'objection de conscience coupe l'herbe sous les pieds des bellicistes. Une alliance d'organisations de la société civile, solidaire de toutes les personnes qui s'engagent contre la guerre, a publié un appel à l'occasion de la Journée internationale de l'objection de conscience de cette année : "Prévenir les guerres au lieu de 'faire la guerre'"

Citation :

"Nous considérons l'objection de conscience comme un élément important pour surmonter la guerre et donc la mort et la destruction dans la guerre. Nous exigeons le respect absolu du droit à l'objection de conscience, même et surtout en temps de guerre. Nous exigeons la protection et l'asile pour tous les réfugiés de guerre, les objecteurs de conscience persécutés et les opposants à la guerre. C'est à eux que s'adresse notre soutien !"

Chant de Paul Burmann :

Depuis des dizaines d'années des guerres traversent le pays et toujours sous un faux prétexte. Combien de vies ont été risquées, des guerres montées et attisées par les mensonges des médias.

Nous ne voulons pas de guerre et nous nous levons, pour qu'il n'y en ait plus.

Les peuples d'Europe refusent cette guerre où il n'y a que des perdants et où personne ne gagne.

Nous ne voulons pas de guerre et nous nous levons, pour qu'il n'y en ait plus.

Les peuples d'Europe refusent cette guerre, où il n'y a que des perdants et où personne ne gagne.

Par de fausses informations médiatiques, aujourd'hui aussi on pousse à la guerre.

Contre la Russie, contre la Chine et l'Iran, dans leur folie les médias poussent les peuples à la mort.

Nous ne voulons pas de guerre et nous nous levons, pour qu'il n'y en ait plus.

Les peuples d'Europe refusent cette guerre où il n'y a que des perdants et où personne ne gagne.

Nous ne voulons pas de guerre et nous nous levons, pour qu'il n'y en ait plus.

Les peuples d'Europe refusent cette guerre où il n'y a que des perdants et où personne ne gagne.

Jamais nous ne partirons à la guerre, nous la refusons, jusqu'à ce qu'il y ait la paix.

Nous nous unissons, main dans la main, et ainsi nous conduisons notre pays dans l'amour.

Jamais nous ne partirons à la guerre, nous la refusons, jusqu'à ce qu'il y ait la paix.

Nous nous unissons, main dans la main, et ainsi nous conduisons notre pays dans l'amour.

de d.d.

Sources:

1987 le droit à l'objection de conscience a été reconnu par l'Assemblée générale de l'ONU

<https://de.wikipedia.org/wiki/Kriegsdienstverweigerung>

Dans ces pays, les objecteurs de conscience sont persécutés
<https://www.nds-fluerat.org/59355/aktuelles/sich-dem-toeten-zu-verweigern-ist-ein-menschenrecht/>

Sud Corée : Les objecteurs de conscience condamnés à la prison
<https://de.connection-ev.org/article:suedkorea-kriegsdienstverweigerer-einberufen-ins-gefaengnis>

La Thaïlande ne reconnaît pas le droit à l'objection de conscience
<https://wri-irg.org/en/story/2024/thailand-first-conscientious-objector-challenges-military>

Les objecteurs de conscience deviennent un problème pour Israël
<https://www.tagesschau.de/ausland/asien/israel-reservisten-104.html>

Plus de 22 000 hommes astreints au service militaire ont quitté le Belarus
<https://de.connection-ev.org/article-3735>

Les objecteurs de conscience et les déserteurs en Biélorussie
<https://www.pressenza.com/de/2025/03/kriegsdienstverweigerer-und-deserteure-in-belarus-erleben-unterdrueckung-und-misshandlung/>

Les russes qui refusent de faire la guerre
<https://de.connection-ev.org/article-4014>

Interview avec Rudi Friedrich, Association „Connection e. V.“: Comment l'Ukraine traite-t-elle les objecteurs de conscience ?
<https://taz.de/Kriegsdienstverweigerer-im-Ukraine-Krieg/!6071922/>

Interview avec Rudi Friedrich, Association „Connection e. V.“, sur le thème des objecteurs de conscience ukrainiens
<https://de.connection-ev.org/article-3988>

Un objecteur de conscience peut être extradé vers l'Ukraine
<https://www.mdr.de/nachrichten/sachsen/dresden/dresden-radebeul/ukraine-krieg-auslieferung-kriegsdienstverweigerer-gericht-100.html>

Ukraine:
Environ 300 procédures pénales contre des objecteurs de conscience
<https://dfg-vk.de/ukraine-ungefaehr-300-strafverfahren-gegen-kriegsdienstverweigerer/>

Christian Hardinhaus:
Manipulation des médias et propagande de guerre
<https://www.srf.ch/audio/tagesgespraech/christian-hardinhaus-medienmanipulation-und-kriegspropaganda?id=df7edf11-f3b8-4f14-b423-0734ee8e9386#autoplay>

Service militaire ou exil : le dilemme des hommes ukrainiens en Suisse
<https://www.swissinfo.ch/ger/aussenpolitik/kriegsdienst-oder-exil-ukrainische-m%C3%A4nner-in-der-schweiz-im-dilemma/87773775>

Différents jugements de tribunaux allemands concernant l'évaluation de la situation de danger pour les militaires russes ayant effectué leur service militaire

<https://www.proasyl.de/news/drei-jahre-ukraine-krieg-schutz-fuer-russische-kriegsdienstverweigererinnen-weiter-unklar/>

Décision de la Cour fédérale de justice : un objecteur de conscience ukrainien peut être expulsé

<https://www.nachdenkseiten.de/?p=128940>*

„En cas de guerre, il n'y aura pas de droit à l'objection de conscience en Allemagne“

<https://www.nachdenkseiten.de/?p=129326>*

Ancien soldat américain : L'espérance de vie moyenne d'un soldat dans l'est de l'Ukraine est de quatre heures

<https://www.businessinsider.de/politik/ukraine-krieg-soldaten-an-der-front-leben-im-schnitt-4-stunden/>

<https://abcnews.go.com/International/nonstop-shelling-former-us-marine-fighting-bakhmut-fighting/story?id=97324824>

Alliance d'organisations de la société civile pour la Journée internationale de l'objection de conscience (15 Mai)

<https://objectwarcampaign.org/2025/03/20/mehr-als-20-organisationen-rufen-auf-aktionswoche-zum-internationalen-tag-der-kriegsdienstverweigerung-15-mai/#more-5027>

Global Action #RefuseWar

<https://refusewar.org/>

Ceux qui veulent refuser ont la vie dure

<https://www.welt-sichten.org/artikel/43083/wer-verweigern-will-hat-es-schwer>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ➔ ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- ➔ peu entendu, du peuple pour le peuple...
- ➔ des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  Licence Creative Commons avec attribution

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.